

« Note d'infos », n° 46, avril 2012

1. Actualité du réseau

Les statuts de l'association Réseau FAR

Agropolis international a accepté la domiciliation de la future association FAR dans leurs locaux. Cette évolution marque une étape majeure pour l'avenir du réseau qui va disposer de la personnalité juridique nécessaire à la contractualisation avec des bailleurs extérieurs. Les statuts seront déposés en préfecture fin avril.

Mission d'appui à l'émergence des réseaux du 12 au 23 mars 2012

- **en Guinée** : Une mission d'appui à l'émergence du réseau national FAR a rassemblé une 20^{aine} d'acteurs intervenant dans le domaine de la FTPA pour définir les finalités du réseau, les actions à mettre en œuvre ainsi que le futur statut du réseau. Un groupe de travail représentatif des organisations présentes lors des échanges a ainsi été constitué pour que se mettent en place le futur cadre du réseau FAR Guinée

- **au Sénégal** : L'objectif de la mission était de réactiver la dynamique lancée en 2009 lors de création du réseau FAR Sénégal. Les interlocuteurs rencontrés ont réfléchi aux actions que le réseau national peut impulser au niveau régional et local, autour de la capitalisation et la construction d'une expertise spécifique à la FAR.

Mission exploratoire au Burkina Faso

En marge de la Triennale sur l'éducation et la formation en Afrique (ADEA du 12 au 19 février 2012), une mission de contact avec divers acteurs impliqués dans la formation agricole et rurale a été effectuée par le réseau FAR. Ces premiers échanges seront à développer et consolider courant 2012 pour permettre la création d'un réseau national FAR au Faso.

2. Actualité des pays

Burkina Faso : Participation à la Triennale sur l'éducation en Afrique qui s'est tenu à Ouagadougou du 12 au 17 février 2012. Une communication sur les leviers d'une rénovation de dispositif de formation agricole et rural au travers du cas d'Afop Cameroun a été faite par Pierre-Blaise Ango, coordinateur du programme. Un document élaboré par le réseau sera intégré dans la synthèse qui sera publié.

Cameroun : Le programme AFOP est un programme expérimental et ambitieux qui place le projet d'insertion professionnelle des jeunes au cœur du dispositif et mise sur des outils novateurs comme l'alternance. AFOP cultive ainsi le « faire » avant le « comprendre », l'intégration de la dimension territoriale et socio culturelle de la formation. Ce dispositif conçu par le Cameroun repose aujourd'hui sur des bases solides et le principe de co-construction avec l'assistance technique française a porté ses fruits d'après les bilans réalisés à mi parcours. Ce programme concourt à donner une image attractive des métiers de l'agriculture auprès des jeunes.

La première phase du programme débuté en 2009 touche à sa fin, AFOP 2 démarrera en Août 2012 pour une durée de trois ans et se concentrera particulièrement sur les problématiques de l'insertion professionnelle et de l'installation agricole.

Madagascar : Le programme Formaproduct doit être examiné très prochainement par le FIDA. Le document de stratégie nationale sera mis à la discussion du conseil du gouvernement dans les prochains jours.

Sénégal : L'Agence nationale de la statistique et de la démographie, a décidé d'associer au Recensement général de la population, de l'agriculture l'habitat, le recensement de l'élevage. Cette opération est une "première" au Sénégal. Il s'agit d'identifier les ménages qui pratiquent l'élevage (sédentaire, transhumant, moderne) afin de les caractériser et cibler éventuellement les politiques de développement qui seraient mises en place à leur profit. Cette nouvelle dimension du recensement permettra d'avoir des données plus précises sur la production agricole et la sécurité alimentaire afin de planification dans le pays où plus de 70% de la population sont des paysans.

3. Agenda

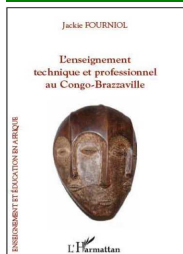
Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (FIARA)

Elle se tiendra du 12 au 22 avril 2012 au CICES à Dakar. La politique agricole, la sécurité alimentaire, la gestion du foncier et l'intégration rurale seront au centre de cette 13^{ème} édition.

Atelier de lancement du projet SASACID du réseau Anafe du 23 au 25 avril 2012 à Nairobi. Invitation du représentant du Cameroun du comité de pilotage du réseau FAR. SASACID (« Strengthening Africa's Strategic Agricultural Capacity for Impact on Development ») est un programme de Renforcement des Capacités Stratégies Africaines pour un Impact sur le Développement. Pour plus d'infos : <http://anafeafrica.org/>.

3^{ème} Congrès international sur l'EFTP du 13 au 16 mai 2012 à Shanghai : Une communication sera présentée pour l'occasion par un membre du comité de pilotage, invité par l'organisation. [http://www.unevoc.unesco.org/wiki.html?tx_drwiki_pi1\[keyword\]=Renforcer les compétences pour le travail et la vie. Shanghai, Chine, 13-16 mai 2012](http://www.unevoc.unesco.org/wiki.html?tx_drwiki_pi1[keyword]=Renforcer+les+compétences+pour+le+travail+et+la+vie+Shanghai,+Chine,+13-16+mai+2012)

4. A lire



L'enseignement technique et professionnel au Congo-Brazzaville. L'odyssée d'une refondation réussie

par Fourniol, Jackie, L'Harmattan, Paris, 2011, 154 p., coll. « Enseignement et éducation en Afrique » (Préface de Pierre-Michel Ngumbi).

La République du Congo a entamé à partir de 2002 avec la création d'un ministère de l'Enseignement technique et professionnelle (METP) la « refondation » de ce sous-secteur éducatif. C'est essentiellement la période 2002-2007 du processus de concertation et de validation par les acteurs directs et indirects de l'ETP et, dans une bien moindre mesure, les premiers résultats de la rénovation jusqu'à 2009 qui sont étudiés. L'analyse critique porte beaucoup plus sur la conception (la vision et les intentions) des promoteurs de la réforme et sur le pilotage (à travers l'unité de coordination des projets UCP-ETP), tandis que les activités concrètement mises en œuvre (qui répétons-le n'en sont qu'à leur début) sont juste effleurées.

L'intérêt de cet ouvrage court et bien écrit n'en reste pas moins grand : c'est à la fois un témoignage d'expérience vécue et une analyse structurée faite avec recul et distance. On aimerait qu'une suite soit faite quand les activités portent des résultats.

L'auteur, ancien inspecteur de l'enseignement technique en France et actuellement consultant, est un excellent connaisseur de l'ingénierie de la formation professionnelle en Afrique. Il avait déjà publié chez L'Harmattan en 2004 *La formation professionnelle en Afrique francophone. Pour une évolution maîtrisée* préfacé par feu Paul Bachelard.



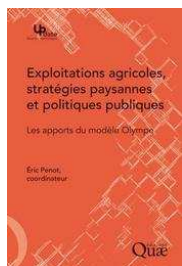
Education et insertion professionnelle au Mali. Jeu des trajectoires, enjeu familial et inégalités

par Frédérique Weyer, Karthala/Graduate Institute Publications, Paris/Genève, 2011, 208 p., coll. « Développements », 12 (Préface de Denis Dougnon).

« L'originalité de cet ouvrage consiste à traiter conjointement les sphères de l'éducation et de

l'insertion professionnelle. [...] A partir des nombreuses données collectées en milieu rural, [l'auteur] montre que la diversification de l'offre éducative engendre des inégalités importantes en termes de conditions d'enseignement et d'acquis. Par ailleurs, l'insertion professionnelle s'avère un processus concomitant à la trajectoire éducative et non consécutif : le travail des jeunes en âge d'être scolarisés représente un apport capital aux systèmes locaux d'activités. » (d'après le préfacier qui est Secrétaire général du ministère malien de l'Education, de l'Alphabétisation et des Langues nationales).

Ce livre, issu de la thèse de doctorat d'une chercheuse spécialisée dans les questions d'éducation, de formation et d'insertion, « constitue une contribution importante à la compréhension du but ultime de l'éducation dans un contexte de rareté des ressources, de disparités régionales, d'inégalités sociales et de gouvernance mal partagée. »



Exploitations agricoles, stratégies paysannes et politiques publiques Les apports du modèle Olympe

Coordination éditoriale par Eric Penot, Ed. Quae, 2012, 336 p., coll. « Update sciences & technologies ».

Comment concevoir et utiliser un modèle logiciel pour la compréhension des stratégies paysannes ? Comment quantifier les entrées et les sorties d'une exploitation agricole et,

plus globalement, comment estimer l'impact des changements de choix techniques sur le fonctionnement des exploitations agricoles, en France et dans le monde en développement ?

L'ouvrage fait le bilan des apports du modèle Olympe à la suite de plusieurs années de recherche. Les études présentées portent sur la résilience et la gestion des risques liées à l'innovation. Les applications de modélisation des exploitations agricoles, développées ont montré la grande versatilité des expériences à un niveau local. Elles soulignent aussi qu'il est possible d'utiliser, concrètement, ces résultats par des acteurs aussi différents qu'un projet de développement (à Madagascar, au Vanuatu, au Burkina Faso...), une équipe de recherche (à Madagascar, au Cambodge, à La Réunion, au Pérou, en Équateur...), une coopérative laitière (en France), une université européenne sur la Politique agricole commune et enfin, une scierie au Ghana.

5. La parole à...

Mme Geneviève Soubeiga
responsable de la Savonnerie du Centre de Formation de Basnére (CFB), Ouhigouya, Burkina Faso

Pourriez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je suis Soubeiga Geneviève, épouse Ouédraogo. J'ai étudié jusqu'au CAP mais n'ai pas trouvé de travail, de débouché. J'é-

tais donc à la maison, je m'occupais de ma famille, je faisais des galettes, je vendais des petites choses, et je militais dans un groupement Naam de mon secteur.

Je n'ai pas été apprenante dans ce centre mais j'ai eu la chance de contribuer

à fonder la savonnerie en 1986 et je me suis investi quand a été mis en place un comité de gestion. J'ai assisté puis remplacé la responsable du départ, feu Mme Savadogo Dramata.

J'ai moi-même plutôt appris par la théorie mais quand j'ai vu le niveau des femmes, j'ai mis l'accent sur la pratique pour faire en sorte que les gens aient bien écouté, compris. Je fais partie pionnières burkinabès de la valorisation du karité depuis 1986. En effet, j'ai travaillé avec le projet Karilor qui a créé l'entreprise du même nom et avec le Centre écologique Albert Schweitzer (CEAS) situé à Ouagadougou en 1995.

Que fait le Centre de Formation de Basnére ?

C'est un centre polyvalent d'apprentissage qui existe depuis 1986 qui regroupe six activités ou cellules : trois « féminines » sur le séchage des fruits et légumes, la savonnerie, le tissage-teinture-couture et trois « masculines » qui sont bois-menuiserie, soudure-menuiserie métallique et tréfilage de fils de fer pour fabriquer des gabions par exemple. La savonnerie a été fondée dès le début avec un financement de l'UNICEF dans le but d'aider les femmes à améliorer leurs conditions de vie en améliorant les conditions d'hygiène.

Comment s'organise la production ?

La production est faite sans discontinuité toute l'année par 27 femmes réparties en deux équipes qui se relayent tous les trois jours, ce qui leur permet d'aller au champ pendant la saison des pluies. Le paiement est fonction de la production (entre 20 et 40 000 F CFA par mois, soit entre 30 et 60 €). Il y a sur place une responsable de la formation. Les groupements intéressés, délèguent 2 ou 4 femmes pour venir faire des formations payantes (2 500 à 5000 F CFA par jour, soit environ 4-8 €) qui durent d'une à deux semaines. Les apprenantes participent immédiatement à la production.

Quel est le mode d'apprentissage choisi ?

On demande aux apprenantes de bien suivre la formation notamment le volet pratique. On commence d'abord par leur montrer comment faire puis on leur demande de refaire par elles-mêmes le processus, de reprendre ce qu'on leur a montré.

Quand on a fini la pratique, on s'assoit ensemble et on leur demande de retracer tout ce qu'elles ont eu à faire, étape par étape. S'il y a des corrections à apporter, si on voit qu'il y a des choses pas bien comprises, on reprend. Quand elles ont très bien compris, qu'elles sont capables de retracer tout ce qu'elles ont à faire, on leur remet la fiche technique avec le processus détaillé. Une attestation de formation est délivrée.

Le niveau d'alphabétisation étant variable, on insiste que parmi les deux à quatre femmes qui viennent au nom de leur groupement, au moins une ou deux sachent lire et écrire. Mais aucune femme ne vient juste pour traduire aux autres, toutes sont envoyés par leur groupement de base pour apprendre et sont actives pendant la formation.

Le nombre de personnes formées varie de 50 à 100 selon l'année. Le suivi des apprenantes est possible et il est payant ; trois formatrices peuvent se déplacer à la demande.



Interview réalisée le 15 février 2012 par Igor Besson